

## EXEMPLES DE BULLETIN DE PAIE

**Bulletin de salaire : titulaire de la fonction publique territoriale et hospitalière**Remarque :

Modification de  
l'article 1  
du décret 2010-1749  
du 30 décembre 2010  
modifiant l'article L. 61  
du Code des pensions  
civiles et militaires par  
le décret n° 2014-1531  
du 17 décembre 2014  
art. 11:  
**11,10 % à compter  
du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

(1) l'employeur doit  
préciser si le taux  
est un taux  
personnalisé  
ou neutre

<b>BULLETIN DE SALAIRE</b>									
<b>SALARIE</b>					<b>EMPLOYEUR</b>				
Nom et Prénom :					Nom ou Raison sociale :				
Adresse :					Adresse :				
					N° SIRET :		APE :		
					URSSAF :				
Période du : 1 au 31.01.2023					Date de la Paie :				
<b>IDENTIFICATION</b>									
<b>Mat</b>	<b>N° SS</b>	<b>Grade</b>	<b>Éch</b>	<b>Indic</b>	<b>SFT</b>	<b>IR</b>	<b>NBI</b>	<b>Tps Travail</b>	
<b>ELEMENTS DE PAIE</b>									
Libellé	BASE	CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES					
		TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT				
Traitement de base indiciaire									
NBI									
SFT									
Indemnité de résidence									
primes									
transfert primes/points									
indemnité compensatrice CSG									
CSG non déductible		2,40%							
CSG déductible		6,80%							
CRDS		0,50%							
Cotisation maladie				9,88%					
Cotisation Allocations Familiales				5,25%					
Contribution solidarité autonomie				0,30%					
FNAL				0,50%					
CNRACL		11,10%		30,65%					
RAFP		5,00%		5,00%					
Versement mobilité (Paris)				2,95%					
<b>TOTAL DES RETENUES</b>									
<b>Remboursement transport</b> <b>NET A PAYER AVANT</b> <b>IMPOT SUR LE REVENU</b>									
Impôt sur le revenu prélevé à la source	Base	Taux (1)	Montant						
<b>NET payé :</b>	mois		année						
Montant net des heures supplémentaires exonérées									
<b>Payé le :</b>		<b>Par virement du :</b>							
Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée									

**(1) l'employeur doit préciser si le taux est un taux personnalisé ou neutre**

# BULLETIN DE SALAIRE

## SALARIÉ

Nom et Prénom :  
Adresse :

## EMPLOYEUR

Nom ou Raison sociale :  
Adresse :

N° SIRET :  
URSSAF :

APE :

Période du : 1 au 31.01.2023

Date de la Paie :

### IDENTIFICATION

Mat	N° SS	Grade	Éch	Indic	SFT	IR	NBI	Tps

ELEMENTS DE PAIE Libellé	BASE	CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES	
		TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT
Traitement de base indiciaire					
NBI					
SFT					
Indemnité de résidence					
IAT					
CSG non déductible		2,40%			
CSG déductible		6,80%			
CRDS		0,50%			
contribution solidarité autonomie				0,30%	
Cotisation maladie				9,70%	
Cotisation Allocations Familiales				5,25%	
Cotisation Pensions Civiles et Militaires		11,10%		74,28%	
FNAL				0,50%	
Versement mobilité (Paris)				2,95%	
<b>TOTAL DES RETENUES</b>					

### Remboursement transport

### NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU

Impôt sur le revenu prélevé à la source	Base	Taux (1)	Montant

**NET payé**

NET imposable

**Payé le :**

**Par virement du :**

*Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée*

## RETENUES SUR SALAIRE

### ACOMPTE

L'acompte peut se définir comme le paiement du salaire, pour un travail déjà effectué, avant l'échéance normale de la paie.

*Article L. 3251-3 du Code du travail*

Si le statut de la fonction publique semble s'opposer aux versements d'acompte, la pratique l'admet dans certains cas. En effet, le principe de rémunération dans la fonction publique fixe des modalités de règlement à terme échu. Ce principe s'oppose donc aux versements d'acompte.

Les traitements et émoluments se liquident par mois et sont payables à terme échu. Chaque mois, quel que soit le nombre de jours dont il se compose, compte pour **30** jours.

Le douzième de l'allocation annuelle se divise, en conséquence, par trentième ; chaque trentième est indivisible.

*Article 1<sup>er</sup> - Décret n° 62-765 du 6 juillet 1962 portant règlement sur la comptabilité publique en ce qui concerne la liquidation des traitements des personnels de l'État*

Toutefois, certaines souplesses peuvent être accordées à ce principe, notamment en cas d'embauche en cours de mois, lorsque la saisie des éléments de paie est arrêtée avant l'arrivée de l'agent.

*« Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique a pris connaissance avec intérêt de la question relative aux retards de paiement que subissent les contractuels ou les personnes nouvellement recrutées dans la fonction publique en matière de rémunération. La rémunération du service fait constitue un droit selon l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Lors de leur recrutement dans la fonction publique ou s'agissant des fonctionnaires en cas de détachement d'une administration vers une autre, les personnels titulaires et non titulaires de la fonction publique peuvent toutefois connaître des retards de paiement de leur rémunération. Cette situation peut résulter, notamment, d'une articulation insuffisante entre, d'une part, le calendrier d'élaboration des actes de gestion liés au recrutement ou au détachement et, d'autre part, la procédure de mise en paye. Afin de prendre en compte cette situation, les agents bénéficient, sur leur demande, d'un acompte sur leur rémunération qui peut être versé lorsque l'agent ne peut pas être intégré au cycle de paye normal. L'ensemble des employeurs publics s'attache toutefois à limiter au maximum ce cas de figure et certains ministères ont retenu des objectifs d'amélioration des délais de prise en charge en paye dans leurs projets annuels de performance. C'est le cas notamment du ministère de l'éducation nationale. De manière plus générale, le Gouvernement a engagé le chantier de la refonte de la chaîne de paiement des agents de l'État en créant, par décret du 15 mai 2007, le service à compétence nationale « Opérateur national de paye ». L'objectif est de rationaliser les étapes et les délais de la chaîne de paye, de concentrer le nombre de ses acteurs, et de mieux articuler la procédure de paye avec des systèmes d'information des ressources humaines ministériels rénovés. Cette réforme d'envergure et structurante contribuera à resserrer les délais de production de la paye des fonctionnaires et des agents contractuels nouvellement recrutés dans la fonction publique d'État. »*

*Question n° : 2396 - Réponse publiée au JO le 1<sup>er</sup> juillet 2008 page 5647*

## Réglementation en matière d'acompte

L'acompte est obligatoire dans certains cas :

### Salariés mensualisés

- les conventions ou accords collectifs de mensualisation doivent comporter une clause délimitant les conditions du versement éventuel d'acomptes aux ouvriers ;
- l'article 2 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 prévoit le versement d'un acompte pour les ouvriers qui en font la demande. Cet acompte correspond, pour une quinzaine, à la moitié de la rémunération mensuelle. Selon l'administration, le droit aux acomptes est ouvert à tous les salariés mensualisés.

*Lettre ministérielle du travail du 30 octobre 1989*

L'acompte correspond au paiement anticipé d'une partie du salaire. Lors de l'échéance de paie suivante, l'employeur pourra déduire en intégralité le montant de l'acompte versé.

En cas de salaire variable, l'acompte doit être aussi proche que possible du salaire effectivement gagné au cours de la période considérée.

### Exemple

*Un agent perçoit 1 600 € brut par mois. Il demande un acompte le 16 mars 2023.*

*L'employeur lui verse la moitié de son salaire du mois diminué des charges sociales soit :*

$$800 \times (1 - 17,71 \%) = 658,32 \text{ €}$$

*L'acompte est régularisé sur la paie suivante.*

### Charges sociales

Le versement d'un acompte ne constitue pas un fait générateur pour le versement des cotisations.

La date d'exigibilité des cotisations reste déterminée par le versement du solde de la rémunération.

## AVANCES

L'avance est le paiement anticipé d'un salaire ou traitement pour un travail non encore effectué.

*Article L. 3251-3 du Code du travail*

Les règles de comptabilité publique sur la liquidation des traitements des personnels de l'État interdisent la pratique des avances. En effet, les traitements et les émoluments se liquident par mois et sont payables à terme échu.

*Article 1<sup>er</sup> - Décret n° 62-765 du 6 juillet 1962 portant règlement sur la comptabilité publique en ce qui concerne la liquidation des traitements des personnels de l'État*

## Réglementation en matière d'avances

Le salarié demande le 2 mars 2023 une avance de **500 €**.

L'avance sur salaire constitue une forme de prêt.

*Civ. 1<sup>re</sup> 4 juillet 1984 - Bull. civ. VI, n° 219*

Elle revêt un caractère facultatif pour l'employeur.

L'avance n'est pas génératrice de cotisations : les cotisations seront acquittées sur les rémunérations sur lesquelles va être remboursée l'avance.

☞ *L'avance échappe aux cotisations dans la mesure où elle est remboursée par le salarié. Une avance finalement non remboursée par le salarié constitue, au contraire, un élément de rémunération assujéti aux cotisations.*

### Remboursement de l'avance

L'employeur, qui a fait une avance en espèces, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas **10 %** du montant du salaire net exigible.

*Article L. 3251-3 du Code du travail*

La retenue, opérée au titre des avances, ne se confond pas avec la partie saisissable ou cessible du salaire.

La règle de retenue, dans la limite du dixième, est une règle d'ordre public et s'impose également aux juges.

*Cass. soc. 2 décembre 1970 - Bull. civ. V, n° 681*

Elle est valable à l'égard des salaires ou indemnités qui ont le caractère de salaires.

Par contre, la créance de l'employeur, issue d'un prêt accordé au salarié, est entièrement compensable avec des dommages et intérêts mis à sa charge (indemnité de licenciement, indemnité transactionnelle).

*Cass. soc. 7 décembre 1989 - Bull. civ. V, n° 701*

### Exemple

*Le salarié demande, le 2 mars 2023, une avance de 1 000 €. Son salaire net est de 1 150,71 € par mois.*

*L'employeur pourra donc se rembourser à hauteur de  $1\,150,71\,€ \times 1/10^e = 115,07\,€$  par mois pendant 8 mois. Il restera 79,44 € à rembourser sur la dernière échéance (9<sup>e</sup> mois).*

## PRÊTS

L'établissement d'un écrit est obligatoire dès lors que la somme prêtée excède **762 €**.

*Article 1341 du Code civil*

Par ailleurs, le prêt consenti par l'employeur répond aux mêmes exigences de remboursement que l'avance : il ne peut donner lieu à compensation avec les salaires que dans la limite du dixième du salaire exigible.

Toutefois, le remboursement anticipé d'un prêt consenti par l'employeur en cas de départ de l'agent est possible dès lors qu'une telle clause est prévue par les parties au moment de la reconnaissance de dette.

*Cass. soc. 4 décembre 2002 - SARL l'Electrophonie c/ Ratuit*

## DÉCLARATIONS

Les employeurs sont tenus de déclarer les rémunérations servant au calcul des contributions incombant tant aux employeurs qu'aux salariés. Pour toute rémunération versée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les contributions d'Assurance chômage devront être déclarées et payées auprès de l'Urssaf et non plus auprès de Pôle emploi.

Cette réforme a pour objectif de simplifier les formalités des employeurs : une seule déclaration et un seul paiement pour les cotisations et contributions sociales (assurance maladie, maternité, invalidité, décès, retraite, allocations familiales...), d'Assurance chômage. Votre déclaration Urssaf comportera de nouveaux codes types de personnel (CTP) correspondant aux contributions d'Assurance chômage, ainsi que les taux applicables.

## QUAND DÉCLARER ET PAYER VOS CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE ?

Les contributions d'Assurance chômage sont à déclarer en même temps que les cotisations et contributions de Sécurité sociale sur les rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Païement des cotisations trimestriellement	
Échéance trimestrielle	1 <sup>re</sup> échéance : 15 avril 2011 Rémunérations versées entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 mars 2011 Intégration des contributions d'Assurance chômage pour la 1 <sup>re</sup> fois à la déclaration Urssaf le 15 avril 2011
Païement des cotisations mensuellement	
Échéance au 5 du mois	1 <sup>re</sup> échéance : 05 février 2011 Rémunérations du mois de janvier 2011 versées fin janvier 2011 Intégration des contributions d'Assurance chômage pour la 1 <sup>re</sup> fois à la déclaration Urssaf le 05 février 2011
Échéance au 15 du mois	1 <sup>re</sup> échéance : 15 février 2011 Rémunérations du mois de janvier 2011 versées fin janvier 2011 Intégration des contributions d'Assurance chômage pour la 1 <sup>re</sup> fois à la déclaration Urssaf le 15 février 2011
Échéance au 15 du mois (en cas de décalage de la paie)	1 <sup>re</sup> échéance : 15 janvier 2011 Rémunérations du mois de décembre 2010 versées entre le 1 <sup>er</sup> et le 10 janvier 2011 Intégration des contributions d'Assurance chômage pour la 1 <sup>re</sup> fois à la déclaration Urssaf le 15 janvier 2011
Échéance au 25 du mois	1 <sup>re</sup> échéance : 25 janvier 2011 Rémunérations du mois de décembre 2010 versées entre le 11 et le 20 janvier 2011 Intégration des contributions d'Assurance chômage pour la 1 <sup>re</sup> fois à la déclaration Urssaf le 25 janvier 2011

Les employeurs sont également tenus d'adresser, au plus tard le 31 janvier de chaque année, à l'institution dont ils relèvent, la Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) prévue à l'article R. 243-14 du Code de la Sécurité sociale. Si l'employeur n'a pas respecté les obligations qui lui incombent, l'institution fixe, à titre provisionnel, le montant des contributions selon les règles fixées par l'UNEDIC. Cette évaluation doit être notifiée à l'employeur par une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception. Par ailleurs, le système informatisé de transfert des données sociales est désormais étendu aux institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage.

*Décret n° 94-659 du 27 juillet 1994 - JO du 3 août 1994*

## SANCTIONS DE LA NON DÉCLARATION

Le défaut de production de la déclaration dans les délais prescrits ou l'omission de salariés ou assimilés entraîne l'application d'une pénalité de **1,5 %** du plafond mensuel de Sécurité sociale soit **54,99 €** en 2023, par salarié ou assimilé.

Cette pénalité est appliquée pour chaque mois ou fraction de mois de retard. La pénalité est calculée en fonction de l'effectif connu ou transmis lors de la dernière déclaration produite par l'employeur.

Lorsque le défaut de production n'excède pas cinq jours, la pénalité est plafonnée à **150 %** du plafond mensuel de Sécurité sociale en vigueur par entreprise. Ce plafonnement n'est applicable qu'une seule fois par année civile. L'inexactitude des rémunérations déclarées ayant pour effet de minorer le montant des cotisations dues fait encourir à l'employeur une pénalité de **1 %** du plafond mensuel de Sécurité sociale soit **36,66 €** par salarié ou assimilé.

Pour chaque salarié déclaré ou pour les données d'identification de l'employeur, les omissions et inexactitudes de données dans la déclaration ne relevant pas des deux alinéas précédents font encourir à l'employeur une pénalité égale à un tiers de celle applicable en vertu de ces alinéas.

Toutefois, la pénalité mentionnée au présent alinéa n'est pas applicable en cas de régularisation de l'employeur dans les trente jours suivant la transmission de la déclaration portant les données omises ou inexactes.

## RÉDUCTION GÉNÉRALE DE COTISATIONS POUR LES ENTREPRISES ASSUJETTIES AU FNAL AU TAUX DE 0,10 %

### TEXTE

- Décret n° 2018-1356 du 28 décembre 2018.

### OBJET

Ce décret instaure une réduction générale de cotisation spécifique pour les entreprises de moins de **50** salariés.

### CALCUL DE LA RÉDUCTION

La réduction est égale au brut Sécurité sociale multiplié par un coefficient.

Le coefficient est égal pour 2023 à :

$$(0,3191/0,60) \times (1,6 \times ((\text{SMIC annuel}) / \text{rémunération brute annuelle}) - 1)$$

Le coefficient est arrondi à **4** chiffres après la virgule. Il est plafonné à **0,3191**.

### Exemple

*Soit un salarié percevant 1 750 € pour un mois à temps plein (151,67 heures).*

*Coefficient : 0,2993.*

*Réduction : 523,78 € pour un mois.*

### NOTION D'EFFECTIF

L'effectif est apprécié au 31 décembre de l'année, au niveau de l'entreprise, tous établissements confondus, en fonction de la moyenne des effectifs au cours de l'année civile.

L'effectif de l'entreprise (plus ou moins de **50** salariés) détermine la formule de calcul normale ou majorée de la réduction, à compter du premier janvier de l'année suivante et pour la durée de celle-ci.

### ENTREPRISES CRÉÉES EN COURS D'ANNÉE

Dans cette situation, le coefficient applicable l'année de création est déterminé en fonction de l'effectif de salariés employés à la date de création de l'entreprise. L'année suivante, il est retenu la moyenne des effectifs mensuels de l'année de création.

*Lettre circulaire ACOSS n° 2007-091 du 27 juin 2007*



### Minimum de branche inférieur au SMIC

Dans les branches où les minimas conventionnels sont inférieurs au SMIC, le minimum conventionnel se substituera au SMIC comme base de référence au calcul de la réduction générale de cotisations.

*Article 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008*

Ainsi selon l'article L 241-13 du Code de la Sécurité sociale, le salaire de référence est le salaire minimum national professionnel des salariés au sens du 4° du II de l'article L. 2261-22 du Code du travail dans la limite du montant du salaire minimum de croissance applicable.

Toutefois, ce salaire de référence est réputé égal au salaire minimum de croissance en vigueur lorsque le salaire minimum national professionnel des salariés sans qualification a été porté à un niveau égal ou supérieur au salaire minimum de croissance au cours des deux années civiles précédant celle du mois civil au titre duquel le montant de la réduction est calculé.

Un décret fixera les modalités de détermination de ce salaire de référence.

## MAINTIEN DE SALAIRE BRUT

L'agent perçoit un complément de salaire équivalent au traitement à maintenir sous déduction des indemnités journalières de Sécurité sociale versées par la Sécurité sociale.

Cette pratique aboutit à ce que l'agent perçoive un traitement net supérieur à son traitement d'activité par le fait que les indemnités journalières ne supportent pas les mêmes charges que le traitement.

## CHARGES SUR LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

Les indemnités journalières sont exonérées de cotisations salariales et patronales.

*Article L. 242-1 - Code de la Sécurité sociale*

Les indemnités journalières sont soumises à CSG et CRDS à taux réduit.

La CGS est de **6,20 %** et la CRDS de **0,5 %** sur la totalité des indemnités journalières (revenus de remplacement).

### Exemple

*Agent non titulaire avec un indice majoré 353, soit un traitement de 1 712,06 €.*

*Il réside à Paris et perçoit une indemnité de résidence de 49,06 €. Deux enfants : SFT = 75,99.*

*Cet agent est malade durant le mois de mai 2023.*

*Il bénéficie d'un mois de plein traitement au titre de son congé de maladie ordinaire.*

*Le salaire à maintenir est donc de 1 839,41 € en brut.*

*SBI = salaire brut initial (traitement à maintenir)*

*Traitements perçus sur les 3 derniers mois :*

*Février : 1 839,41 €*

*Mars : 2 100,00 €*

*Avril : 1 839,41 €*

*Mai : 1 758,27 € traitement à maintenir*

*Le taux de charges applicable est de 19,51 %.*

*Complément employeur = SBI - IJSS*

*Indemnités journalières =  $((1\,839,41 + 2\,100 + 1\,839,41)/91,25) \times 50\% = 31,66\text{ €}$*

*Indemnités journalières =  $31,66 \times 27 = 854,82\text{ €}$*

*Indemnité journalière nette =  $31,66 - (31,66 \times 6,70\%) = 29,54\text{ €}$*

*Indemnités journalières nettes =  $29,54 \times 27 = 797,58\text{ €}$*

### Traitement en activité

*TIB : 1 712,06 €*

*IR : 51,36 €*

*SFT : 75,99 €*

*Brut : 1 839,41 €*

*Charges : - 358,87*

*(19,51 %)*

*Net à payer : 1 480,54 €*

**Calcul du complément employeur (avec subrogation)**

TIB : 1 712,06 €

SFT : 75,99 €

IR : 51,36 €

IJSS : - 854,82 €

Brut : 984,59 €

Charges : - 192,09 €

Net : 792,50 €

IJSS nettes : 797,58 €

Net à payer avant PAS : 1 524,63 €.

L'agent réalise un gain de  $1\,590,08 - 1\,480,54 = 109,54$  €.

IJSS imposables à intégrer si subrogation dans la base du PASS :  $854,82 \times 96,20 \% = 822,34$  €.

**Bulletin de salaire : agent contractuel en activité**

**Exemple :**

Agent contractuel  
IM 353  
IR : 3 %  
2 enfants

Ce bulletin de paie  
sert de référence  
pour le bulletin  
suivant dans le cadre  
de la gestion des  
IJSS maladie des  
agents contractuels

<b>BULLETIN DE SALAIRE</b>									
<b>SALARIE</b>					<b>EMPLOYEUR</b>				
Nom et Prénom : Adresse :					Nom ou Raison sociale : Adresse :  N° SIRET : URSSAF : <div style="text-align: right;">APE :</div>				
Période du : 1 au 31.05.2023					Date de la Paie :				
<b>IDENTIFICATION</b>									
<b>Mat</b>	<b>N° SS</b>	<b>Grade</b>	<b>Éch</b>	<b>Indice</b>	<b>SFT</b>	<b>IR</b>	<b>NBI</b>	<b>Tps Travail</b>	
				353	2	3%		151,67	
<b>ELEMENTS DE PAIE</b>									
<b>Libellé</b>	<b>BASE</b>	<b>CHARGES SALARIALES</b>		<b>CHARGES PATRONALES</b>					
		<b>TAUX</b>	<b>MONTANT</b>	<b>TAUX</b>	<b>MONTANT</b>				
Traitement de base indiciaire	1 712,06								
SFT	75,99								
Indemnité de résidence	51,36								
CSG non déductible	1 807,22	2,40%	43,37						
CSG déductible	1 807,22	6,80%	122,89						
CRDS	1 807,22	0,50%	9,04						
Cotisation maladie	1 839,41			13,00%	239,12				
Vieillesse plafonnée	1 839,41	6,90%	126,92	8,55%	157,27				
Vieillesse totalité	1 839,41	0,40%	7,36	1,90%	34,95				
Allocations familiales	1 839,41			5,25%	96,57				
Accident du travail	1 839,41			1,60%	29,43				
Contribution de solidarité autonomie	1 839,41			0,30%	5,52				
IRCANTEC TA	1 763,42	2,80%	49,38	4,20%	74,06				
FNAL	1 839,41			0,50%	9,20				
Versement mobilité Paris	1 839,41			2,95%	54,26				
<b>TOTAL DES RETENUES</b>				<b>358,95</b>		<b>700,38</b>			
<b>Remboursement transport</b> <b>NET A PAYER AVANT</b> <b>IMPOT SUR LE REVENU 1 480,46</b>									
Impôt sur le revenu prélevé à la source	Base	Taux perso	Montant						
	1 532,87	2,50%	38,32						
<b>NET payé : 1 442,14</b> <b>NET imposable: 1 532,87</b>									
<b>Payé le :</b>					<b>Par virement du :</b>				
<i>Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée</i>									

**Bulletin de salaire : agent non titulaire - maintien du brut**

Exemple :

Agent non titulaire  
IM 353  
IR : 3 %  
2 enfants

Maladie pendant  
30 jours

Les IJSS brutes  
sont déduites  
du traitement brut  
afin de ne pas supporter  
les charges afférentes  
au traitement.

Les IJSS sont reversées  
à l'agent  
dans le cadre  
de la subrogation.

**Attention :** les IJSS  
imposables sont prises  
en compte pour le calcul  
de la base du PAS  
mais pas dans le net  
imposable

<b>BULLETIN DE SALAIRE</b>									
<b>SALARIÉ</b>					<b>EMPLOYEUR</b>				
Nom et Prénom : Adresse :					Nom ou Raison sociale : Adresse :				
					N° SIRET : URSSAF :				
					APE :				
Période du : 1 au 30.05.2023					Date de la Paie :				
<b>IDENTIFICATION</b>									
Mat	N° SS	Grade	Éch	Indice	SFT	IR	NBI	Tps Travail	
				353	2	3%		151,67	
<b>ELEMENTS DE PAIE</b>									
Libellé		BASE	CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES				
			TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT			
Traitement de base indiciaire		1 712,06							
SFT		75,99							
Indemnité de résidence		51,36							
<b>IJSS</b>		<b>-854,82</b>							
CSG non déductible		967,36	2,40%	23,22					
CSG déductible		967,36	6,80%	65,78					
CRDS		967,36	0,50%	4,84					
Cotisation maladie		984,59			13,00%	128,00			
Vieillesse plafonnée		984,59	6,90%	67,94	8,55%	84,18			
Vieillesse totalité		984,59	0,40%	3,94	1,90%	18,71			
Allocations familiales		984,59			5,25%	51,69			
Accident du travail		984,59			1,60%	15,75			
IRCANTEC TA		908,60	2,80%	25,44	4,20%	38,16			
FNAL		984,59			0,50%	4,92			
versement transport		984,59			2,95%	29,05			
<b>TOTAL DES RETENUES</b>					<b>191,15</b>	<b>370,46</b>			
<b>IJSS Nettes 797,55</b> <b>IMPOT SUR LE REVENU 1 590,99</b>									
Impôt sur le revenu prélevé à la source		Base	Taux perso.	Montant					
		1 643,83	2,50%	41,10					
<b>NET payé :</b>		<b>1 549,89</b>							
<b>NET imposable:</b>		<b>821,49</b>		IJSS imposables: 822,34					
<b>Payé le :</b> _____ <b>Par virement du :</b> _____ <i>Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée</i>									

## CONTRAT D'APPRENTISSAGE : BULLETIN DE PAIE ET DOCUMENTS

Bulletin de salaire : apprenti 19 ans niveau IV - employeur de 50 salariés et plus

## Exemple

Un apprenti travaille 35 heures par semaine soit 151,67 heures par mois

Sa rémunération horaire est égale à 61 % du SMIC

Rémunération :  
 $11,27 \times 151,67 \times 61\% = 1\,042,69 \text{ €}$

Les cotisations patronales sont calculées sur une base réelle : 1 042,69 €

Exonération totale de CSG et CRDS et de cotisations salariales dans la limite de 79% du SMIC:  
 $11,27 \times 151,67 \times 79\% = 1\,350,36 \text{ €}$

La rémunération étant inférieure à 79% du SMIC, il n'y a pas de cotisations salariales

BULLETIN DE SALAIRE									
<b>SALARIÉ</b> Nom et Prénom : Adresse :					<b>EMPLOYEUR</b> Nom ou Raison sociale : Adresse : N° SIRET : URSSAF :				
Période du : 1 au 31.01.2023					Date de la Paie :				
<b>IDENTIFICATION</b>									
Mat	N° SS	Grade	Éch	Indice	SFT	IR	NBI	Tps Travail	
								151,67	
ELEMENTS DE PAIE			AS	BASE	CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES		
Libellé					TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT	
Traitement				1 042,69					
assurance maladie							13,00%	exonéré	
Accident de travail				1 042,69			1,70%	17,73	
Allocations Familiales							5,25%	exonéré	
vieillesse TA salariale				0,00	6,90%	0,00			
vieillesse TA employeur							8,55%	exonéré	
vieillesse totalité salariale				0,00	0,40%	0,00	1,90%		
vieillesse totalité patronale							1,90%	exonéré	
contribution solidarité autonomie							0,30%	exonéré	
IRCANTEC salariale				0,00	2,80%	0,00			
IRCANTEC patronale							4,20%	exonéré	
CSG non déductible					2,40%	exo			
CSG déductible					6,80%	exo			
CRDS					0,50%	exo			
contribution pour le dialogue social							0,016%	exonéré	
FNAL (dans la limite du plafond)							0,50%	exonéré	
Versement mobilité (paris)							2,95%	exonéré	
TOTAL DES RETENUES						0,00		17,73	
<b>REMBOURSEMENT TRANSPORTS</b> <b>NET A PAYER AVANT 1 042,69</b> <b>IMPOT SUR LE REVENU (1)</b>									
Impôt sur le revenu prélevé à la source			Base	Taux (2)	Montant				
			0,00	0%	0,00 €				
NET payé			1 042,69						
Net imposable			0,00						
Payé le :			Par virement du :						
Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée									

**Bulletin de salaire : apprenti 22 ans niveau III - employeur de 20 salariés et plus****Exemple**

Un apprenti travaille 35 heures par semaine soit 151,67 heures par mois

Sa rémunération horaire est égale à 81 % du SMIC

Rémunération :  
 $11,27 \times 151,67 \times 81 \% = 1384,55 \text{ €}$

Exonération totale de CSG et CRDS et de cotisations salariales dans la limite de 79% du SMIC:  
 $11,27 \times 151,67 \times 79\% = 1\,350,36 \text{ €}$

Partie de la rémunération supérieure à 79% du SMIC  
 $1\,384,55 - 1\,350,36 = 34,19 \text{ €}$

<b>BULLETIN DE SALAIRE</b>									
<b>SALARIÉ</b>					<b>EMPLOYEUR</b>				
Nom et Prénom :					Nom ou Raison sociale :				
Adresse :					Adresse :				
					N° SIRET :		APE :		
					URSSAF :				
Période du : 1 au 31.01.2023					Date de la Paie :				
<b>IDENTIFICATION</b>									
<b>Mat</b>	<b>N° SS</b>	<b>Grade</b>	<b>Éch</b>	<b>Indice</b>	<b>SFT</b>	<b>IR</b>	<b>NBI</b>	<b>Tps Travail</b>	
								<b>151,67</b>	
<b>ELEMENTS DE PAIE</b>									
<b>Libellé</b>		<b>BASE</b>	<b>CHARGES SALARIALES</b>		<b>CHARGES PATRONALES</b>				
			<b>TAUX</b>	<b>MONTANT</b>	<b>TAUX</b>	<b>MONTANT</b>			
Salaire		1 384,55							
assurance maladie					13,00%		exonéré		
Accident de travail		1 384,55			1,70%	23,54			
Allocations Familiales					5,25%		exonéré		
vieillesse TA salariale		34,19	6,90%	2,36					
vieillesse TA employeur					8,55%		exonéré		
vieillesse totalité salariale		34,19	0,40%	0,14	1,90%				
vieillesse totalité patronale					1,90%		exonéré		
contribution solidarité autonomie					0,30%		exonéré		
IRCANTEC salariale*		34,19	2,80%	0,96					
IRCANTEC patronale					4,20%		exonéré		
CSG non déductible			2,40%	exo					
CSG déductible			6,80%	exo					
CRDS			0,50%	exo					
contribution pour le dialogue social					0,016%		exonéré		
FNAL (dans la limite du plafond)					0,50%		exonéré		
Versement mobilité (paris)					2,95%		exonéré		
<b>TOTAL DES RETENUES</b>					<b>3,45</b>	<b>23,54</b>			
<b>REMBOURSEMENT TRANSPORTS 40,00</b> <b>NET A PAYER AVANT 1 421,10</b> <b>IMPOT SUR LE REVENU (1)</b>									
Impôt sur le revenu prélevé à la source		Base	Taux (2)	Montant					
		0,00	0,00%	0,00					
<b>NET payé</b>		<b>1 421,10</b>							
<b>Net imposable</b>		<b>0,00</b>							
<b>Payé le :</b>		<b>Par virement du :</b>							
Dans votre intérêt et pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin sans limitation de durée									